



**Règlement du 14 décembre 2020**  
**Modifié le 15 septembre 2025**  
DM 11-2025

## **RÈGLEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VANDŒUVRES**

Toute dénomination de personne, de statut ou de fonction se rapporte aux personnes des deux sexes.

### **Titre préliminaire      Installation et assermentation du Conseil municipal**

#### **Article 1      Séance d'installation**

<sup>1</sup>La séance d'installation est convoquée par le maire. Elle s'ouvre sous la présidence du doyen d'âge présent. Le secrétaire général tient le procès-verbal.

<sup>2</sup>Lecture est donnée :

1. de l'arrêté du Conseil d'État concernant la validation des élections des conseils municipaux ;
2. de la convocation du Conseil municipal. Dans l'ordre du jour doivent figurer les objets suivants :
  - a) prestation de serment du Conseil municipal ;
  - b) élection des membres du bureau du Conseil municipal ;
  - c) nomination des diverses commissions.

<sup>3</sup>Le doyen d'âge du Conseil municipal préside aux points a) et b) de l'ordre du jour.

<sup>4</sup>Le président entre en fonction après son élection et reçoit le serment du doyen d'âge.

#### **Article 2      Prestation de serment**

<sup>1</sup>Avant d'entrer en fonction, en séance du Conseil municipal, les conseillers municipaux prêtent, entre les mains du doyen d'âge, le serment suivant :

« Je jure ou je promets solennellement : d'être fidèle à la République et canton de Genève ; d'obéir à la Constitution et aux lois et de remplir consciencieusement les devoirs de ma charge ; de garder le secret de fonction sur toutes les informations que la loi ne me permet pas de divulguer. »

<sup>2</sup>Chaque conseiller, à l'appel de son nom, lève la main droite et répond par les mots

« je le jure » ou « je le promets ».

<sup>3</sup>Il est pris acte de son serment.

#### **Article 3      Prestation de serment en cours de législature**

Les conseillers municipaux, absents lors de la séance d'installation ou appelés à faire partie du Conseil municipal en cours de législature, prêtent serment, entre les mains du président du Conseil municipal, au début de la première séance à laquelle ils assistent.

#### **Article 4      Conseiller municipal – Démission – Changement domicile politique– Décès**

1. La qualité de conseiller municipal s'acquiert par la prestation de serment prévue à l'article 2 du présent règlement et dure jusqu'à l'échéance de la législature.
2. Elle se perd par la démission, le décès ou le changement de domicile politique. La démission est adressée par écrit au Bureau du Conseil municipal. Elle indique la date à partir de laquelle elle est effective. A défaut, elle est réputée être effective immédiatement.
3. En cas de démission, de changement de domicile politique ou de décès, il est procédé à l'assermentation d'un nouveau conseiller municipal lors de la session suivante.
4. Le nouveau conseiller municipal est élu conformément à la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP).

## **Article 5      Groupe politique et changement d'appartenance politique**

1. Les conseillers municipaux élus sur une même liste forment un groupe politique.
2. En cas de démission ou d'exclusion du groupe politique avec lequel il a été élu, un conseiller municipal qui n'en serait pas démissionnaire siège et délibère de manière indépendante. Il ne participe pas aux travaux des commissions municipales et ne peut rédiger de rapport.

## **Titre I              Organisation**

### **Chapitre I        Bureau du Conseil municipal**

#### **Article 6        Élection du bureau**

Dans sa séance d'installation, puis chaque année en séance ordinaire avant le 1<sup>er</sup> juin, le Conseil municipal élit les membres de son bureau, choisis parmi les conseillers municipaux. Il nomme :

- a) un président du Conseil municipal ;
- b) un vice-président du Conseil municipal ;
- c) un secrétaire du Conseil municipal.

#### **Article 7        Remplacement d'un membre du bureau**

<sup>1</sup>Un membre du bureau ne peut pas se faire remplacer par un autre conseiller municipal. Les dispositions des alinéas 2 et 3 demeurent réservées.

<sup>2</sup>En cas de décès, de changement de domicile politique ou de démission d'un membre du bureau, le Conseil municipal pourvoit à son remplacement au cours de la séance suivante.

<sup>3</sup>Le remplaçant est élu pour le temps durant lequel son prédécesseur devait encore exercer ses fonctions.

#### **Article 8        Attributions du bureau**

Le bureau est chargé notamment :

- d'établir l'ordre du jour du Conseil municipal, d'entente avec le Conseil administratif ;
- d'examiner la correspondance adressée au Conseil municipal ;
- de rédiger les procès-verbaux de ses séances ;
- de veiller à ce que les rapports, projets de délibérations et autres pièces nécessaires aux travaux du Conseil municipal soient établis en temps utile et expédiés dans les délais impartis ;
- de veiller au bon déroulement des travaux du Conseil municipal et de ses commissions, et à ce qu'une suite soit donnée aux initiatives des conseillers municipaux ;
- de veiller à ce que les commissions exécutent les mandats qui leur sont donnés par le Conseil municipal et lui en fassent rapport ;

#### **Article 9        Décisions du bureau**

<sup>1</sup>Les décisions du bureau sont prises à la majorité des membres présents.

<sup>2</sup>En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

#### **Article 10       Délégation du Conseil municipal quant à l'information au public et à l'accès aux documents**

Conformément aux dispositions en vigueur dans la loi sur l'information du public et l'accès aux documents (A 2 08), du 5 octobre 2001 (article 50, alinéa 2, lettre e), le bureau du Conseil municipal peut déléguer ses compétences en la matière à l'exécutif. Dans un tel cas, le bureau est tenu informé des demandes et de leur suivi.

## **Chapitre II      Présidence du Conseil municipal**

### **Article 11      Attributions et vote du président**

<sup>1</sup>Le président :

- préside les séances du Conseil municipal;
- maintient l'ordre et fait respecter le règlement;
- ne prend pas part au débat ; s'il veut le faire, il quitte son siège et se fait remplacer par le vice-président ;
- ne prend part aux votes que pour départager en cas d'égalité;
- prend part au vote lors d'une délibération qui requiert la majorité qualifiée;
- prend part aux élections;
- transmet au bureau les lettres et requêtes reçues à l'adresse du Conseil municipal. Le bureau décide de l'opportunité d'en donner lecture lors de la séance suivant leur réception.

<sup>2</sup>En cas d'empêchement du président, le vice-président le remplace avec les mêmes attributions.

<sup>3</sup>En cas d'empêchement cumulé du président et du vice-président, la présidence est exercée par le conseiller présent le plus âgé.

## **Titre II              Séances**

### **Chapitre I        Séances ordinaires**

#### **Article 12        Convocation**

<sup>1</sup>Le Conseil municipal se réunit au moins deux fois par année en séances ordinaires pendant les périodes suivantes :

- a) du 15 janvier au 30 juin ;
- b) du 1er septembre au 23 décembre.

<sup>2</sup>Les conseillers sont convoqués par écrit (par courrier postal ou par écrit), par les soins du président, d'entente avec le Conseil administratif, au moins cinq jours ouvrables avant le jour fixé pour la séance, sauf cas d'urgence motivée.

<sup>3</sup>Les convocations sont expédiées par le secrétariat de l'administration municipale. Elles doivent indiquer l'ordre du jour.

#### **Article 13        Date des séances**

Lors de la dernière séance ordinaire de chaque période, le Conseil municipal fixe les jours et heures de ses séances, sous réserve de changements de dates justifiées par les circonstances.

#### **Article 14        Ordre du jour**

<sup>1</sup>En séance ordinaire, les objets suivants doivent notamment figurer à l'ordre du jour :

1. Approbation de l'ordre du jour
2. Approbation du procès-verbal de la séance précédente
3. Communications du Conseil administratif
4. Communications du bureau
5. Comptes-rendus ou rapports des commissions
6. Projets de délibérations
7. Propositions de résolutions, de motions
8. Questions écrites ou orales
9. Divers

<sup>2</sup>Les projets de délibérations, le projet de budget annuel et les comptes annuels sont joints à la convocation.

## **Article 15      Compétences**

Dans les séances ordinaires, le Conseil municipal traite tous les objets qui entrent dans ses attributions selon le chapitre 4 de la LAC, art. 29 à 32.

## **Chapitre II      Séances extraordinaires**

### **Article 16      Convocation**

<sup>1</sup>Le Conseil municipal tient une séance extraordinaire :

- a) à la demande du Conseil d'État, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire ;
- b) à la demande du Conseil administratif, chaque fois que celui-ci l'estime nécessaire ;
- c) à la demande écrite d'au moins un quart des conseillers municipaux. Dans ce dernier cas, la séance doit avoir lieu dans un délai de quinze jours, dès le dépôt de la demande.

<sup>2</sup>La séance extraordinaire est convoquée par le président du Conseil municipal, d'entente avec le maire.

<sup>3</sup>Dans les cas prévus sous lettres b) et c), le Conseil d'État doit être prévenu de la convocation et de l'ordre du jour, cinq jours au moins avant la date fixée pour la séance.

### **Article 17      Compétences**

Dans les séances extraordinaires, le Conseil municipal ne peut traiter que les objets figurant à l'ordre du jour et pour lesquels il est convoqué à l'exception toutefois des questions.

## **Chapitre III      Publicité des séances**

### **Article 18      Publicité des séances**

Les séances du Conseil municipal sont publiques. La convocation et l'ordre du jour doivent être affichés aux emplacements officiels de la commune.

### **Article 19      Maintien de l'ordre**

<sup>1</sup>Pendant les séances, le public se tient assis aux emplacements réservés à son intention. Il garde le silence. Toute marque d'approbation ou de désapprobation lui est interdite.

<sup>2</sup>Tout perturbateur peut être rappelé à l'ordre, voire exclu par le président du Conseil municipal.

<sup>3</sup>Les enregistrements et les photographies sont interdits, sauf autorisation spécifique, accordée par le président du Conseil municipal.

### **Article 20      Huis clos**

<sup>1</sup>A la demande d'un de ses membres ou du Conseil administratif, le Conseil municipal peut décider à la majorité de ses membres de délibérer à huis clos sur un objet déterminé en raison d'un intérêt prépondérant.

<sup>2</sup>Les débats portant sur les naturalisations de personnes âgées de plus de 25 ans et sur les demandes de levée du secret dans les cas où la loi impose une obligation de secret aux conseillers municipaux ont lieu à huis clos.

<sup>3</sup>Dès que le huis clos est déclaré, le public doit se retirer.

### **Article 21      Secret**

Toute personne assistant à un débat qui a lieu à huis clos est tenue de garder le secret absolu sur le contenu de ce débat. En pareil cas, le procès-verbal ne doit contenir que le dispositif de la décision.

## **Chapitre IV      Présence aux séances**

### **Article 22      Présence aux séances**

<sup>1</sup>Les conseillers municipaux sont tenus d'assister aux séances du Conseil municipal, ainsi qu'aux séances de commissions auxquelles ils sont régulièrement convoqués.

<sup>2</sup>En cas d'empêchement, ils doivent s'excuser auprès du président du Conseil municipal ou, le cas échéant, du président de commission ou, à défaut, auprès du maire ou du secrétariat de l'administration municipale.

<sup>3</sup>Ils doivent informer le président du Conseil municipal et l'administration municipale d'une absence de longue durée.

## **Chapitre V      Procès-verbal**

### **Article 23      Objet**

<sup>1</sup>Les séances font l'objet d'un procès-verbal qui doit être transcrit et conservé dans un registre spécial.

<sup>2</sup>Le secrétaire général est responsable d'organiser la prise du procès-verbal des séances.

<sup>3</sup>L'enregistrement des débats est organisé sous la responsabilité du secrétaire général. Il est effectué par un mandataire ayant signé une clause de confidentialité.

<sup>4</sup>Le secrétaire général veille à la destruction de tous les enregistrements après l'approbation du procès-verbal de la séance.

### **Article 24      Contenu**

Le procès-verbal mentionne au minimum le nom des membres présents, excusés et absents, les incidents qui méritent d'être notés, les questions posées au Conseil administratif et leurs réponses, les propositions faites et les décisions prises, le texte des délibérations et le nombre des voix émises, sous réserve de l'application de l'article 21 du présent règlement.

### **Article 25      Approbation et diffusion**

<sup>1</sup>Le procès-verbal doit être envoyé à chaque conseiller municipal avec la convocation de la prochaine séance. S'il n'a pas été distribué, lecture doit en être donnée au début de la prochaine séance.

<sup>2</sup>Il est soumis à l'approbation du Conseil municipal. Lorsque des séances se suivent dans un intervalle inférieur à quatorze jours, les procès-verbaux sont soumis à approbation lors d'une séance ultérieure.

<sup>3</sup>La parole ne peut être demandée que pour une rectification du texte du procès-verbal, les corrections des procès-verbaux par les conseillers municipaux concernés doivent être écrites, lues en séance, puis transmises au procès-verbaliste ou au secrétaire général.

<sup>4</sup>Après approbation, le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire du Conseil municipal.

### **Article 26      Consultation**

Toute personne peut prendre connaissance des procès-verbaux des séances du Conseil municipal approuvés, soit en consultant le site Internet de la commune, soit aux jours et heures d'ouverture de la mairie, et en obtenir une copie.

## **Titre III          Droit d'initiative**

### **Chapitre I        Initiatives des conseillers municipaux**

#### **Article 27        Initiatives des conseillers municipaux**

<sup>1</sup>Tout conseiller municipal, seul ou avec d'autres conseillers, exerce son droit d'initiative sous les formes suivantes :

- a) projet de délibération
- b) résolution
- c) motion
- d) question orale ou écrite

<sup>2</sup>Le droit d'initiative des conseillers municipaux ne peut s'exercer que dans les séances ordinaires, à l'exception des questions.

<sup>3</sup>Néanmoins, en application de l'article 16 alinéa 1, lettre c) du présent règlement, une séance extraordinaire peut être convoquée pour entendre une proposition ressortissant au droit d'initiative des conseillers municipaux.

#### **Article 28        Projet de délibération**

<sup>1</sup>Le projet de délibération est une proposition faite au Conseil municipal portant sur un objet prévu à l'article 30 de la loi sur l'administration des communes (B 6 05), du 13 avril 1984, qui doit être accompagné d'un exposé des motifs.

<sup>2</sup>Il doit être adressé au secrétariat de l'administration municipale dix jours au moins avant la séance au cours de laquelle il sera présenté. Le secrétariat doit le faire parvenir à chaque conseiller en même temps que la convocation à cette séance, dans les délais fixés à l'article 12 al. 2 du présent règlement.

<sup>3</sup>Le Conseil municipal se prononce sur l'entrée en matière. S'il l'accepte, il décide alors soit le renvoi en commission, soit la discussion immédiate, soit le report à la prochaine séance. L'auteur de la proposition fait partie de toute commission à laquelle son projet de délibération est renvoyé. Il ne peut prendre part au vote que s'il est membre de cette commission.

#### **Article 29        Résolution**

1. La résolution est une déclaration du Conseil municipal (art. 30A LAC). L'auteur dépose son projet écrit avec un bref exposé des motifs, auprès du Bureau du Conseil, au moins 7 jours avant la séance au cours de laquelle il sera présenté.

<sup>2</sup>Le Conseil municipal se prononce de suite sur l'entrée en matière. S'il l'accepte, il décide soit le renvoi en commission, soit la discussion immédiate, soit le report à la prochaine séance.

<sup>3</sup> Les dispositions légales relatives au référendum facultatif dans le domaine municipal ne s'appliquent pas à la résolution.

<sup>4</sup>L'auteur de la proposition fait partie de toute commission à laquelle son projet de résolution est renvoyé. Il ne peut prendre part au vote que s'il est membre de cette commission.

#### **Article 30        Motion**

<sup>1</sup>La motion est une proposition et/ou une demande faite au Conseil municipal de charger le Conseil administratif d'une des tâches suivantes:

- a) présenter un projet de délibération;
- b) prendre une mesure;
- c) présenter un projet ou une modification de règlement;
- d) présenter un rapport.

<sup>2</sup>La motion est écrite et son projet est déposé auprès du Bureau du Conseil, au moins 7 jours avant la séance au cours de laquelle il sera présenté.

<sup>3</sup>Le Conseil municipal se prononce de suite sur l'entrée en matière. S'il l'accepte, il décide alors soit le renvoi en commission, soit la discussion immédiate, soit le report à la prochaine séance. L'auteur de la motion fait partie de toute commission à laquelle son projet de motion est renvoyé. Il ne peut prendre part au vote que s'il est membre de cette commission.

<sup>4</sup>Si la motion est acceptée, Le Conseil administratif y donne suite dans un délai maximum de quatre mois à dater de son acceptation. S'il ne peut respecter ce délai, il en informe le Conseil municipal en motivant son retard.

## **Article 31      Question**

<sup>1</sup>La question est une demande d'explication adressée au Conseil administratif sur n'importe quel objet ressortissant à l'administration municipale. Elle peut être écrite ou orale. La question orale n'est pas inscrite à l'ordre du jour.

<sup>2</sup>La question écrite est remise signée au président qui annonce son intitulé lors de la séance où elle est déposée. Le texte en est communiqué au Conseil administratif.

<sup>3</sup>Le Conseil administratif peut répondre par écrit ou oralement à la question posée, immédiatement ou au plus tard à la prochaine séance.

<sup>4</sup>Il ne peut y avoir de discussion ou de vote, ni sur la question, ni sur la réponse.

## **Chapitre II      Initiatives du Conseil administratif**

### **Article 32      Droit d'initiative du Conseil administratif**

<sup>1</sup>Le Conseil administratif assiste aux séances du Conseil municipal. Il peut assister à celles des commissions.

<sup>2</sup>Le Conseil administratif a une voix consultative et possède le droit d'initiative.

### **Article 33      Formes d'initiative du Conseil administratif**

Le Conseil administratif exerce son droit d'initiative sous les formes suivantes :

- a) projet de délibération ou de résolution ;
- b) proposition.

### **Article 34      Projet de délibération ou de résolution**

<sup>1</sup>Le projet de délibération ou de résolution est une proposition faite au Conseil municipal portant sur un objet prévu aux articles 30 et 30A de la LAC, qui peut être accompagné d'un exposé des motifs.

<sup>2</sup>Il doit être adressé aux conseillers municipaux en même temps que la convocation à la séance au cours de laquelle il sera présenté, soit dans les délais fixés à l'article 12 al. 2 du présent règlement.

<sup>3</sup>Le Conseil municipal se prononce de suite sur l'entrée en matière. S'il l'accepte, il décide alors soit le renvoi en commission, soit la discussion immédiate, soit le report à la prochaine séance.

### **Article 35      Proposition**

<sup>1</sup>La proposition invite le Conseil municipal à se prononcer sur un objet déterminé, ne faisant pas l'objet d'un projet de délibération ou d'une résolution.

<sup>2</sup>La proposition peut être motivée par un rapport.

<sup>3</sup> Le Conseil municipal se prononce de suite sur l'entrée en matière. S'il l'accepte, il décide alors soit la discussion immédiate, soit le report à la prochaine séance, soit le renvoi en commission.

<sup>4</sup> Si une proposition est renvoyée en commission pour examen, le Conseil administratif doit être entendu par celle-ci.

## **Titre IV            Droit de pétition**

### **Article 36        Forme**

<sup>1</sup> Toute pétition adressée au Conseil municipal doit être signée par le ou les pétitionnaires.

<sup>2</sup> Elle doit être portée à l'ordre du jour de la prochaine séance.

### **Article 37        Compétence du Conseil municipal**

<sup>1</sup> Le Conseil municipal peut décider :

- a) le renvoi à une commission habilitée à traiter un sujet analogue ou proche de celui de la pétition ;
- b) le renvoi au Conseil administratif, en l'invitant à répondre aux pétitionnaires ;
- c) l'ajournement ;
- d) le classement

<sup>2</sup> Dans tous les cas, le Conseil municipal informe le ou les pétitionnaires de sa décision.

### **Article 38        Compétence de la commission**

<sup>1</sup> La commission saisie de la pétition peut :

- a) transformer la pétition en projet de délibération ou en proposition, au sens de l'article 29 alinéa 3 LAC ;
- b) proposer le renvoi au Conseil administratif avec des recommandations ;
- c) conclure à l'ajournement ou au classement.

<sup>2</sup> Le Conseil municipal statue après avoir pris connaissance et discuté du rapport de la commission.

## **Titre V            Mode de délibérer du Conseil municipal**

### **Article 39        Abstention obligatoire**

<sup>1</sup> Dans les séances du Conseil municipal et des commissions, les membres du Conseil administratif et les conseillers municipaux qui, pour eux-mêmes, leurs ascendants, descendants, frères, sœurs, conjoint ou alliés au même degré, ont un intérêt personnel direct à l'objet soumis à la délibération, ne peuvent pas intervenir dans la discussion ni voter. Ils annoncent leur abstention à participer au débat et au vote avant l'ouverture de la discussion sur l'objet soumis.

<sup>2</sup> Cette obligation ne s'applique pas aux délibérations budgétaires et d'une manière générale aux délibérations portant sur un règlement ou un arrêté de portée générale au sens de l'art. 30 al. 2 de la Loi sur l'administration des communes (LAC).

### **Article 40        Maintien de l'ordre**

<sup>1</sup> Toute expression ou geste outrageants à l'égard de quiconque sont réputés violations de l'ordre.

<sup>2</sup> L'auteur est passible du rappel à l'ordre et, en cas de récidive, du blâme, prononcés par le président. Si le rappel à l'ordre et le blâme ne suffisent pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

<sup>3</sup> Si le président ne peut obtenir l'ordre, il a le droit d'exclure de la séance le perturbateur qui devra alors quitter la salle, à défaut de quoi la séance sera suspendue pour permettre l'exécution de cette décision.



<sup>4</sup>En cas de trouble grave apporté aux débats du Conseil municipal, le président peut suspendre la séance jusqu'à ce que le calme soit rétabli. Il peut aussi en décider la clôture.

#### **Article 41      Déroulement des débats**

Tout conseiller municipal qui désire prendre la parole doit en faire la demande au président qui y donne suite dans l'ordre où ces demandes sont présentées.

#### **Article 42      Rappel au sujet**

Le président rappelle l'orateur au sujet traité s'il s'en écarte manifestement.

#### **Article 43      Suspension de séance**

Le président, ainsi que le Conseil municipal sur proposition d'un de ses membres ou du Conseil administratif, peut suspendre la séance pour une durée déterminée.

#### **Article 44      Ajournement**

Chaque conseiller peut, au cours du débat, pourvu qu'il n'interrompe aucune intervention et que sa proposition soit faite avant le vote, proposer un ajournement indéfini ou à terme. Cette proposition prend la place de celle qui est en discussion et doit donner lieu à un vote.

#### **Article 45      Clôture des débats**

Avant la clôture des débats, lorsque la parole n'est plus demandée, le président rappelle l'objet sur lequel le Conseil municipal doit se prononcer et procède au vote, selon la procédure de vote prévue au Titre VI du règlement. Nul ne peut obtenir la parole pendant le vote.

#### **Article 46      Signature des délibérations**

<sup>1</sup>Toutes les délibérations du Conseil municipal sont signées par le président et le secrétaire du Conseil municipal.

<sup>2</sup>Elles sont transmises par le secrétaire général au département compétent.

### **Titre VI          Procédures de vote**

#### **Article 47      Vote**

<sup>1</sup>Le vote a lieu à main levée ou à l'appel nominal sur demande de trois conseillers municipaux.

<sup>2</sup>Le secrétaire du Conseil municipal compte les voix pour, les voix contre et les abstentions.

#### **Article 48      Vote d'amendements**

<sup>1</sup>L'amendement est une proposition de modification d'un texte en délibération. Le sous-amendement est une proposition de modification d'un amendement. Ils peuvent être formulés par écrit ou par oral par un membre du Conseil municipal, du Conseil administratif ou par une commission saisie de l'objet.

<sup>2</sup>Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements et les amendements avant la proposition principale.

<sup>3</sup>Lorsque plusieurs amendements sont proposés, l'amendement le plus éloigné du texte initial doit être mis aux voix le premier.

#### **Article 49      Scrutin secret**

Aucun vote ne peut avoir lieu au scrutin secret, à l'exception des délibérations concernant les naturalisations et les élections.

#### **Article 50      Quorum de présence et majorité simple**

Sous réserve de toute disposition légale exigeant une majorité qualifiée, le Conseil municipal délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents, et ses décisions sont prises à la majorité simple.

#### **Article 51      Majorité qualifiée**

En application de l'article 20 alinéa 2 LAC, les délibérations qui ont pour objet la clause d'urgence, l'achat ou la vente d'immeubles, l'échange ou le partage de biens communaux, la constitution de servitudes ou d'autres droits réels, ainsi que les emprunts et les cautionnements communaux ne peuvent être prises qu'à la majorité absolue des membres présents.

### **Titre VII      Élections**

#### **Article 52      Élections**

Les élections sont annoncées à l'ordre du jour de la séance. Elles ont lieu à main levée, à moins qu'un conseiller municipal ne demande un scrutin secret.

#### **Article 53      Nombre de candidats à élire et leur nom**

Avant de procéder à une élection, le président indique le nombre des candidats à élire et leur nom.

#### **Article 54      Scrutateurs**

<sup>1</sup>Lorsqu'un scrutin secret est demandé, le président et le secrétaire du Conseil municipal, assistés de deux scrutateurs qu'ils désignent parmi les conseillers municipaux, procèdent à la distribution et au dépouillement des bulletins. Le secrétaire et les deux scrutateurs doivent être de partis ou de groupes différents.

<sup>2</sup>En cas d'élection à main levée, le secrétaire du Conseil municipal procède au décompte des voix.

#### **Article 55      Procédure d'élection**

<sup>1</sup>Est élu celui qui obtient à l'issue du premier scrutin la majorité absolue, soit plus de la moitié des suffrages valables.

<sup>2</sup>Si, à l'issue du premier scrutin, un ou plusieurs candidats n'obtiennent pas la majorité absolue, il est procédé immédiatement au second scrutin, à la majorité simple.

<sup>3</sup>Un candidat peut se désister ou un nouveau candidat se présenter au second tour de scrutin.

#### **Article 56      Calcul de la majorité**

La majorité est calculée sur le nombre de bulletins ou votes valables.

#### **Article 57      Égalité des voix**

En cas d'égalité des suffrages entre deux ou plusieurs candidats à une même fonction, il est procédé à un second tour de scrutin. Si l'égalité subsiste, un tirage au sort a lieu pour départager les deux candidats.

## **Article 58      Communication des résultats**

En cas de scrutin secret, le président donne connaissance au Conseil municipal, après le dépouillement :

1. du nombre des bulletins distribués ;
2. du nombre des bulletins retrouvés ;
3. du nombre des bulletins valables ;
4. du nombre des bulletins blancs ;
5. du nombre de bulletins nuls ;
6. du nombre qui exprime la majorité absolue ;
7. de la répartition des suffrages entre les candidats ;
8. du résultat de l'élection.

## **Article 59      Bulletins non valables**

Ne sont pas valables :

1. les bulletins blancs lors du premier tour conformément à l'art. 65A al. 4 de la LEDP ;
2. les suffrages donnés à une personne inéligible ;
3. les suffrages donnés plus d'une fois à la même personne ;
4. les bulletins contenant toute adjonction aux nom et prénom.

## **Article 60      Contestations**

Les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application des articles 53 à 56 ci-dessus sont tranchées par le Conseil municipal.

## **Article 61      Destruction des bulletins**

Si les opérations ne sont pas contestées, les bulletins sont détruits immédiatement après la proclamation des résultats.

## **Titre VIII      Commissions**

### **Article 62      Rôle des commissions**

<sup>1</sup>Le Conseil municipal désigne dans son sein des commissions qui lui font rapport sur l'objet de leurs travaux au moins une fois par année.

<sup>2</sup>Les séances de commission ont lieu à huis clos. Leurs débats sont soumis au secret absolu. Les commissions peuvent toutefois faire appel à des experts externes ou auditionner toute personne qu'elles jugent utiles à leurs travaux.

### **Article 63      Commissions permanentes**

<sup>1</sup>Lors de la première séance de chaque législature, le Conseil municipal procède à la nomination des commissions permanentes pour la durée de la législature.

<sup>2</sup>Il en désigne les membres, en veillant à assurer à chaque parti ou groupe composant le Conseil une représentation équitable sur l'ensemble de ces commissions établie sur la base des résultats sortis des urnes.

<sup>3</sup>Le Conseil municipal désigne les présidents et vice-présidents lors de la séance d'installation. Cette nomination est valable pour la durée de la législature. En cas de démission de l'un ou de l'autre durant la législature il est pourvu à son remplacement par la commission pour la fin de la législature.

<sup>4</sup>Les groupes politiques négocient les présidences des commissions entre eux. A défaut d'accord, les présidences sont distribuées au prorata du résultat des urnes recueilli par chaque groupe. Le groupe ayant récolté le plus de suffrages choisit ses présidences en premier.

#### **Article 64 Commissions ad hoc**

En sus des commissions permanentes, le Conseil municipal peut en tout temps désigner des commissions ad hoc pour l'étude d'un objet déterminé. Elles choisissent leur président en leur sein.

#### **Article 65 Commissions réunies**

<sup>1</sup>Des séances de commissions réunies peuvent être mises en place pour traiter des objets nécessitant le préavis de plusieurs commissions ou lors d'auditions de tiers sur des sujets d'intérêt général.

<sup>2</sup>À défaut d'entente entre les présidents des commissions, la séance est présidée par le Président du Conseil municipal et, à défaut, par le Vice-président.

<sup>3</sup>En cas de vote, chaque commission vote séparément.

#### **Art. 66 Commission élargie au Conseil municipal**

<sup>1</sup>A titre exceptionnel, et pour répondre à un besoin d'information générale, mais confidentielle, des séances de commission élargies à l'ensemble du Conseil peuvent être organisées.

<sup>2</sup>En cas de vote, seuls les membres de la commission saisie de l'objet ont le droit de voter.

#### **Article 67 Présence du maire et des adjoints**

Le Conseil administratif peut assister aux séances des commissions. Il a une voix consultative.

#### **Article 68 Convocation**

<sup>1</sup>Chaque commission se réunit selon les nécessités des problèmes à résoudre. Elle est convoquée par son président en accord avec le Conseil administratif. Son président doit également la convoquer à la demande de trois de ses membres ou du Conseil administratif. La première séance de la législature est convoquée par l'exécutif.

<sup>2</sup>Les commissaires sont convoqués par écrit (par courrier postal ou par courriel), au moins cinq jours avant le jour fixé pour la séance, sauf cas d'urgence motivée.

<sup>3</sup>Les documents sont, dans la mesure du possible, joints à la convocation.

#### **Article 69 Remplacement**

Un membre d'une commission empêché peut se faire remplacer par un autre conseiller municipal du même groupe et avec les mêmes droits. En cas d'empêchement durable d'un commissaire, le Conseil municipal procède à son remplacement.

#### **Article 70 Débats**

Les commissions procèdent aux auditions et consultations qu'elles jugent utiles. Elles délibèrent et se prononcent en l'absence de toute personne qui n'est pas membre de la commission ou de l'exécutif communal ou chargée d'établir le procès-verbal.

#### **Article 71 Vote**

Le président prend part au vote et sa voix est prépondérante en cas d'égalité.

#### **Article 72 Rapports**

<sup>1</sup>Les rapports que les commissions présentent au Conseil municipal, rédigés au terme de l'étude d'un objet, doivent toujours conclure soit à l'acceptation, soit à la modification, soit au renvoi ou au rejet de l'objet examiné.

<sup>2</sup>Les rapports doivent avoir la forme écrite et ne pas comporter de noms de commissaires, respectivement de conseillers municipaux.

<sup>3</sup>Sur le même objet, il peut y avoir des rapports de majorité et de minorité. Dans ce cas, le Conseil municipal ouvre d'abord la discussion sur le rapport de majorité et ensuite sur celui de minorité.

### **Article 73 Procès-verbal**

<sup>1</sup>Chaque séance de commission fait l'objet d'un procès-verbal établi par le secrétariat de l'administration municipale ou un conseiller municipal. Ce procès-verbal, approuvé ou non approuvé, est adressé, à titre informatif, à tous les conseillers municipaux ainsi qu'au Conseil administratif. Le procès-verbal de commission fait l'objet d'un compte-rendu au Conseil municipal par le président de la commission ; il n'est donné lecture que des conclusions.

<sup>2</sup>Le procès-verbal des séances de commission est confidentiel.

<sup>3</sup>L'enregistrement des débats est organisé sous la responsabilité du secrétaire général. Il est effectué par un mandataire ayant signé une clause de confidentialité. Tous les enregistrements sont détruits après l'approbation du procès-verbal de la séance.

<sup>4</sup>Les corrections des procès-verbaux par les commissaires concernés doivent être écrites, lues en séance, puis transmises au procès-verbaliste ou au secrétaire général.

### **Article 74 Remise des documents**

Lorsque la commission a rempli son mandat, son président remet au secrétariat général de la mairie les divers rapports, pièces et documents dont la commission a été saisie, ainsi que les procès-verbaux, pour être classés et conservés dans les archives du Conseil municipal.

## **Titre IX Indemnités aux conseillers municipaux, Conseil administratif**

### **Article 75 Indemnités**

Lors du vote du budget, le Conseil municipal fixe le montant des indemnités :

- a) des conseillers municipaux ;
- b) Conseil administratif.

## **Titre X Dispositions finales**

### **Article 76 Loi sur l'administration des communes**

Les cas non prévus dans le présent règlement sont tranchés selon les dispositions de la loi sur l'administration des communes et de son règlement d'application ou, à défaut, par d'autres dispositions légales.

### **Article 77 Clause abrogatoire**

Le présent règlement abroge et remplace le règlement approuvé par le Conseil municipal le 11 juin 2012.

### **Article 78 Entrée en vigueur**

Le présent règlement a été adopté par le Conseil municipal en date du 14 décembre 2020 et approuvé par le Conseil d'État le 16 février 2021. Il a fait l'objet d'un toilettage terminologique en raison du passage au système de Conseil administratif en date du 15 septembre 2025 par le biais d'une résolution adoptée par le Conseil municipal. Celle-ci a été approuvée par le Conseil d'État le 4 novembre 2025

Il entre en vigueur au lendemain de son approbation par le Conseil d'État.

## **GLOSSAIRE**

### **Majorité simple**

Obtention du plus grand nombre de voix. Il n'est pas nécessaire d'obtenir plus de la moitié des voix pour atteindre la majorité simple.

### **Majorité absolue**

Obtention de plus de la moitié des voix plus une voix. Par exemple, sur 100 votes, il sera nécessaire d'obtenir 51 voix pour atteindre la majorité absolue.

### **Majorité qualifiée**

Obtention de la majorité des voix selon un quota déterminé, par exemple  $\frac{1}{3}$  ou  $\frac{3}{4}$  des voix.

### **Quorum de présence**

Nombre de présence minimal requis au sein d'une commission ou du Conseil municipal pour délibérer.

## Table des matières

<b>RÈGLEMENT DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VANDŒUVRES.....</b>	<b>1</b>
Titre préliminaire Installation et assermentation du Conseil municipal .....	1
Article 1 Séance d'installation .....	1
Article 2 Prestation de serment.....	1
Article 3 Prestation de serment en cours de législature.....	1
Article 4 Conseiller municipal – Démission – Changement domicile politique– Décès .....	1
Article 5 Groupe politique et changement d'appartenance politique.....	2
Titre I Organisation.....	2
Chapitre I Bureau du Conseil municipal .....	2
Article 6 Élection du bureau .....	2
Article 7 Remplacement d'un membre du bureau.....	2
Article 8 Attributions du bureau.....	2
Article 9 Décisions du bureau .....	2
Article 10 Délégation du Conseil municipal quant à l'information au public et à l'accès aux documents .....	2
Chapitre II Présidence du Conseil municipal .....	3
Article 11 Attributions et vote du président.....	3
Titre II Séances .....	3
Chapitre I Séances ordinaires.....	3
Article 12 Convocation.....	3
Article 13 Date des séances .....	3
Article 14 Ordre du jour .....	3
Article 15 Compétences .....	4
Chapitre II Séances extraordinaires .....	4
Article 16 Convocation.....	4
Article 17 Compétences .....	4
Chapitre III Publicité des séances .....	4
Article 18 Publicité des séances .....	4
Article 19 Maintien de l'ordre .....	4
Article 20 Huis clos.....	4
Article 21 Secret .....	4
Chapitre IV Présence aux séances .....	5
Article 22 Présence aux séances.....	5
Chapitre V Procès-verbal .....	5
Article 23 Objet .....	5
Article 24 Contenu.....	5
Article 25 Approbation et diffusion .....	5
Article 26 Consultation.....	5
Titre III Droit d'initiative .....	6
Chapitre I Initiatives des conseillers municipaux.....	6
Article 27 Initiatives des conseillers municipaux.....	6
Article 28 Projet de délibération .....	6
Article 29 Résolution.....	6
Article 30 Motion.....	6
Article 31 Question.....	7
Chapitre II Initiatives du Conseil administratif.....	7
Article 32 Droit d'initiative du Conseil administratif .....	7
Article 33 Formes d'initiative du Conseil administratif .....	7
Article 34 Projet de délibération ou de résolution.....	7
Article 35 Proposition.....	7
Titre IV Droit de pétition.....	8
Article 36 Forme .....	8
Article 37 Compétence du Conseil municipal .....	8
Article 38 Compétence de la commission .....	8
Titre V Mode de délibérer du Conseil municipal.....	8

Article 39	Abstention obligatoire.....	8
Article 40	Maintien de l'ordre .....	8
Article 41	Déroulement des débats .....	9
Article 42	Rappel au sujet .....	9
Article 43	Suspension de séance.....	9
Article 44	Ajournement .....	9
Article 45	Clôture des débats .....	9
Article 46	Signature des délibérations.....	9
Titre VI	Procédures de vote .....	9
Article 47	Vote .....	9
Article 48	Vote d'amendements .....	9
Article 49	Scrutin secret .....	10
Article 50	Quorum de présence et majorité simple .....	10
Article 51	Majorité qualifiée.....	10
Titre VII	Élections .....	10
Article 52	Élections.....	10
Article 53	Nombre de candidats à élire et leur nom .....	10
Article 54	Scrutateurs .....	10
Article 55	Procédure d'élection .....	10
Article 56	Calcul de la majorité.....	10
Article 57	Égalité des voix.....	10
Article 58	Communication des résultats.....	11
Article 59	Bulletins non valables .....	11
Article 60	Contestations .....	11
Article 61	Destruction des bulletins .....	11
Titre VIII	Commissions.....	11
Article 62	Rôle des commissions .....	11
Article 63	Commissions permanentes.....	11
Article 64	Commissions ad hoc.....	12
Article 65	Commissions réunies .....	12
Article 67	Présence du maire et des adjoints.....	12
Article 68	Convocation.....	12
Article 69	Remplacement.....	12
Article 70	Débats .....	12
Article 71	Vote .....	12
Article 72	Rapports.....	12
Article 73	Procès-verbal .....	13
Article 74	Remise des documents .....	13
Titre IX	Indemnités aux conseillers municipaux, Conseil administratif.....	13
Article 75	Indemnités .....	13
Titre X	Dispositions finales .....	13
Article 76	Loi sur l'administration des communes .....	13
Article 77	Clause abrogatoire .....	13
Article 78	Entrée en vigueur .....	13
GLOSSAIRE .....		14
Majorité simple.....		14
Majorité absolue .....		14
Majorité qualifiée .....		14
Quorum de présence .....		14